Alors que ces organes devraient être pleinement financés par le budget régulier approuvé par l'Assemblée générale, les activités mandatées du Haut Commissariat souffrent d'un manque chronique de ressources, l'obligeant à recourir aux contributions volontaires.

Cependant l'effet de la crise financière a contraint le Haut Commissariat à réduire en 2012 de 7,5% toutes les ressources extrabudgétaires. C'est dans ce contexte que la décision a été prise de transférer à Genève la session de juillet du Comité, qui se tenait habituellement à New York.

« Je dois être franche: le pire est encore à venir », a prévenu Mme Pillay en annonçant que tout semble indiquer un manque de fonds extrabudgétaires au moins aussi important l'an prochain. « Aussi, les comités vont-ils devoir revoir leurs méthodes de travail et leurs priorités ».

Le Comité a également adopté son programme de travail, qui prévoit notamment l'examen des rapports soumis par cinq États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes: Chili, Togo, Guinée équatoriale, Comores et Turkménistan.

Mme Pillay a d'autre part rendu compte des activités de divers titulaires de mandats de procédures spéciales qui, dans le cadre de leur travail, ont insisté sur la nécessité de respecter et protéger les droits des femmes. Elle a ainsi souligné que dans son rapport présenté cette année au Conseil des droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes insistait sur la nécessité pour les États d'adopter une approche globale pour traiter des meurtres ciblant les femmes.

L'expert indépendant sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, Walter KÃÂ¤lin, a quant à lui exprimé sa préoccupation face aux 1,5 million de personnes déplacées du fait du conflit armé en Syrie et, suite à une visite en Côte d'Ivoire, a mis l'accent sur l'importance de répondre aux besoins spéciaux des personnes déplacées particulièrement vulnérables, telles que les femmes qui se retrouvent seules à la tête d'un foyer.

Mme Pillay a souligné de son côté que la Tunisie avait accepté que le Groupe de travail sur la discrimination contre les femmes dans la loi et dans la pratique effectue une visite dans le pays en novembre prochain.

Source: allAfrica